

19.1 Bilan énergétique

En 2016, la production d'énergie primaire s'élève en France métropolitaine à 133,1 millions de tonnes d'équivalent pétrole (tep), en baisse de 4,8 % par rapport à 2015. Cette diminution s'explique par les arrêts de plusieurs centrales nucléaires en fin d'année. La consommation d'énergie primaire nationale décroît plus modérément (-1,6 % à 245,8 Mtep), dans un contexte de besoins de chauffage accrus par des températures moins douces qu'en 2015. En conséquence, les importations nettes d'énergie augmentent de 1,1 % et le **taux d'indépendance énergétique** perd deux points, à 54 %.

Les prix de l'énergie payés par les ménages reculent globalement en 2016. C'est le cas pour les produits pétroliers et le gaz en raison de la baisse des prix sur les marchés internationaux, et malgré la hausse de la fiscalité des énergies carbonées. Le prix de l'électricité résidentielle augmente. Cette hausse s'explique intégralement par celle de la contribution au service public de l'électricité, le prix hors toutes taxes de l'électricité diminuant légèrement. La facture moyenne d'énergie des ménages s'élève à un peu plus de 2 700 euros. Elle est quasiment stable par rapport à 2015. Plus précisément, la facture liée au logement croît de 3,2 % en raison de la hausse de la consommation imputable à un climat moins doux, tandis que celle liée au transport, tirée par la chute des prix des carburants, baisse de 3,3 %.

La **consommation finale énergétique corrigée des variations climatiques** baisse de 0,8 %. La diminution la plus forte est enregistrée dans le secteur tertiaire (-1,9 %). La baisse est particulièrement marquée pour les énergies fossiles et plus modérée pour l'électricité, majoritaire dans le bouquet du secteur. À l'inverse, les **énergies renouvelables (EnR)** et la chaleur vendue *via* des réseaux sont en hausse, ce qui traduit les efforts de diversification énergétique du secteur. La consommation d'énergie résidentielle décroît de 1,1 %. Ce recul est entièrement imputable à celui des produits pétroliers. La consommation d'énergie de l'industrie baisse de 0,8 %, malgré une hausse des productions respectives de l'industrie manufacturière et de la construction de 0,1 % et 3,5 %. Ce découplage traduit la poursuite d'une dynamique de gains d'efficacité énergétique. La consommation d'énergie à usage de transport reste globalement stable bien que les trafics intérieurs de passagers et de marchandises augmentent.

En 2015, la consommation intérieure brute d'énergie s'élève dans l'Union européenne (UE) à 1 627 Mtep, soit un niveau inférieur à celui de 1990 et en baisse de 11,5 % par rapport au pic de 2006. Avec 19 % de la consommation totale d'énergie de l'UE, l'Allemagne reste en 2015 le principal consommateur d'énergie dans l'UE, devant la France (16 %). ■

Définitions

Énergie primaire : ensemble des produits énergétiques non transformés, exploités directement ou importés. Ce sont principalement le pétrole brut, les schistes bitumineux, le gaz naturel, les combustibles minéraux solides, la biomasse, le rayonnement solaire, l'énergie hydraulique, l'énergie du vent, la géothermie et l'énergie tirée de la fission de l'uranium.

Tonne d'équivalent pétrole (tep) : quantité d'énergie contenue dans une tonne de pétrole brut. Cette unité est utilisée pour exprimer dans une unité commune la valeur énergétique des diverses sources d'énergie. Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Consommation d'énergie corrigée des variations climatiques, électricité, énergie finale, énergie nucléaire, énergies renouvelables (EnR), taux d'indépendance énergétique : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Bilan énergétique de la France pour 2016 », *Datalab*, SDES, janvier 2018.
- « Bilan énergétique de la France en 2016 – Données définitives », *Datalab essentiel* n° 129, SDES, décembre 2017.
- « Les énergies renouvelables en France en 2016 », *Datalab essentiel* n° 118, SDES, septembre 2017.
- « Chiffres clés de l'énergie », *Datalab* n° 13, SDES, février 2017.
- « La consommation d'énergie dans l'UE en 2015 en-dessous de son niveau de 1990 », *communiqué de presse* n° 31, Eurostat, février 2017.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Bilan énergétique 19.1

Bilan énergétique de la France

en millions de tep

	2014 (r)		2015 (r)		2016 (p)				
	Total	Total	Charbon	Pétrole	Gaz	Électricité - Nucléaire ¹	ENRT ² et déchets	Chaleur vendue ³	Total
Approvisionnement									
Production d'énergie primaire	138,8	139,8	///	0,9	0,0	112,8	19,4	///	133,1
Importations	147,8	149,7	8,3	95,9	41,2	1,7	0,9	///	148,0
Exportations	- 32,3	- 32,8	- 0,3	- 20,8	- 3,3	- 5,3	- 0,2	///	- 29,8
Variation de stocks (+ déstockage, - stockage)	- 1,3	0,6	0,5	0,9	0,4	///	///	///	1,7
Soutes maritimes et aériennes internationales	- 7,4	- 7,6	///	- 7,3	///	///	///	///	- 7,3
Total des disponibilités	245,6	249,8	8,6	69,6	38,3	109,2	20,1	///	245,8
Taux d'indépendance énergétique (en %)	56,5	56,0	///	///	///	///	///	///	54,2
Emplois									
Consommation de la branche énergie ⁴	97,9	98,8	7,2	3,8	8,1	71,2	5,4	- 3,4	92,4
Consommation finale énergétique ⁴	140,6	141,1	1,0	53,9	29,0	38,0	14,6	3,4	140,0
Agriculture, industrie (y c. construction)	30,8	30,7	1,0	5,6	10,0	10,8	1,7	1,4	30,5
Résidentiel, tertiaire	66,5	66,7	0,1	8,6	18,9	26,3	9,9	2,0	65,8
Transports	43,4	43,8	///	39,7	0,1	0,9	3,0	///	43,8
Consommation finale non énergétique	14,4	13,9	0,3	11,9	1,1	///	///	///	13,3
Consommation totale d'énergie primaire⁴	252,9	253,8	8,5	69,6	38,2	109,2	20,1	///	245,7
dont corrections climatiques	7,3	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,1

1. Le nucléaire est comptabilisé en équivalent primaire à la production (chaleur dégagée par la réaction nucléaire, puis convertie en électricité).

2. Énergies renouvelables thermiques : biomasse solide (bois-énergie, résidus agricoles et agroalimentaires), biogaz, biocarburants, géothermie, solaire thermique, pompes à chaleur.

3. La chaleur (vendue) est distinguée des autres énergies, alors que dans les éditions antérieures, les consommations de combustibles utilisées pour produire cette chaleur étaient considérées comme des consommations finales (réparties entre consommateurs au prorata de leurs volumes d'achat de chaleur).

4. Corrigée des variations climatiques.

Champ : France métropolitaine.

Source : SDES.

Structure de la consommation d'énergie primaire

en %

	1990	2000	2010	2015	2016
Hydraulique, éolien, photovoltaïque	2,1	2,2	2,4	2,8	3,2
ENRT ¹ et déchets	5,1	4,4	6,3	7,4	8,2
Nucléaire ²	34,3	40,0	42,0	42,9	41,3
Gaz	11,8	14,4	15,4	14,6	15,6
Pétrole	37,9	33,1	29,5	28,6	28,3
Charbon	8,9	5,9	4,4	3,6	3,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Énergies renouvelables thermiques : biomasse solide (bois-énergie, résidus agricoles et agroalimentaires), biogaz, biocarburants, géothermie, solaire thermique, pompes à chaleur.

2. L'énergie nucléaire est comptabilisée en équivalent primaire à la production (chaleur dégagée par la réaction nucléaire, puis convertie en électricité), déduction faite du solde exportateur d'électricité.

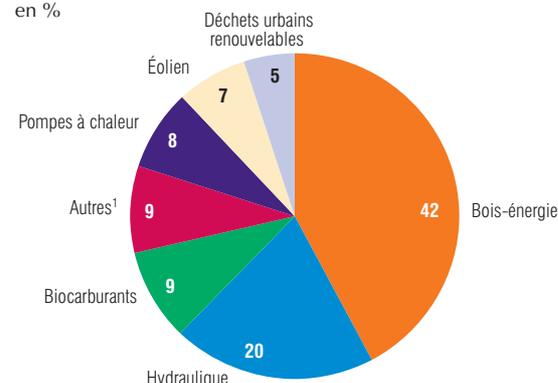
Note : énergie primaire corrigée des variations climatiques.

Champ : France métropolitaine.

Source : SDES.

Part des filières dans la production d'énergie primaire renouvelable en 2016

en %



1. Biogaz, résidus agricoles, solaire thermique, géothermie, solaire photovoltaïque et énergies marines.

Source : SDES.

Production et consommation intérieure brute d'énergie dans l'UE en 2015

en millions de tep

	Production	Consommation intérieure brute	Taux d'indépendance énergétique ¹ en %
Allemagne	119,8	314,2	38,1
Autriche	11,9	33,2	35,9
Belgique	10,4	54,2	19,1
Bulgarie	12,0	18,5	64,8
Chypre	0,1	2,3	5,3
Croatie	4,4	8,5	51,5
Danemark	15,7	16,8	93,7
Espagne	33,4	121,4	27,5
Estonie	5,6	6,3	88,8
Finlande	17,5	33,2	52,9
France	136,7	252,6	54,1
Grèce	8,5	24,4	34,7
Hongrie	11,2	25,2	44,4
Irlande	1,9	14,2	13,5
Italie	36,1	156,2	23,1
Lettonie	2,3	4,4	53,4
Lituanie	1,6	6,9	22,9
Luxembourg	0,1	4,2	3,5
Malte	0,0	0,8	2,0
Pays-Bas	47,6	77,6	61,4
Pologne	67,3	95,4	70,6
Portugal	5,3	23,0	23,1
Rép. tchèque	28,8	42,4	67,8
Roumanie	26,7	32,4	82,2
Royaume-Uni	118,3	190,7	62,0
Slovaquie	6,3	16,4	38,5
Slovénie	3,4	6,6	51,5
Suède	33,6	45,5	74,0
UE	766,6	1 627,5	47,1

1. Calculé comme le rapport de la production à la consommation.

Sources : Eurostat (extraction du 21 novembre 2017) ; SDES.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Faible, voire négatif au premier semestre 2016, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente progressivement au second semestre pour atteindre + 0,6 % fin 2016. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. *A contrario*, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), ralentit au cours de l'année passant de + 0,9 % en janvier 2016 à + 0,5 % fin 2016.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent légèrement entre 2015 et 2016 (+ 0,2 %), après une stabilité entre 2014 et 2015. Cette faible accélération reflète des mouvements différents selon les produits. Les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés reculent en moyenne moins qu'en 2015. Ceux des produits alimentaires accélèrent un peu. En revanche, le ralentissement des prix des services limite le regain d'inflation.

La baisse en moyenne des prix des produits pétroliers en 2016 cache une remontée progressive des prix au cours de l'année dans le sillage du cours du pétrole (+ 7,5 % sur un an fin 2016). Cette hausse est plus marquée pour les combustibles liquides (+ 14,1 % sur un an fin 2016) que pour les carburants (+ 8,7 % pour le gazole, + 3,6 % pour l'essence, fin 2016), du fait des écarts de

taxation sur ces produits. En revanche, les prix du gaz, qui répercutent avec retard les évolutions du pétrole, se contractent encore (- 2,2 % fin 2016). Les prix de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 1,8 %).

En 2016, les prix des produits manufacturés baissent encore (- 0,5 % en moyenne, après - 0,9 % en 2015). Les prix des articles d'habillement et de chaussures se redressent légèrement (+ 0,2 %, après - 0,9 %). Le recul, moins prononcé qu'en 2015, des prix des produits de santé se poursuit. Enfin, les prix des autres produits manufacturés diminuent faiblement (- 0,1 % en moyenne en 2016, après - 0,3 % en 2015).

En 2016, les prix des produits alimentaires (y compris boissons non alcoolisées) augmentent en moyenne de 0,6 %, à peine plus vite qu'en 2015 (+ 0,5 %). Les prix des produits alimentaires hors produits frais rebondissent légèrement (+ 0,1 %, après - 0,2 % l'année précédente), tandis que ceux des produits frais ralentissent.

Les prix des services décélèrent en 2016 (+ 1,0 % en moyenne, après + 1,3 % en 2015), du fait principalement du repli des services de transport (- 1,5 %). Les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2016, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Les hausses des services de santé sont restées contenues. En revanche, les prix des services de communication accélèrent (+ 2,3 % en moyenne, après + 1,8 %). ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Une inflation modérée depuis le passage à l'euro », *Insee Focus* n° 87, mai 2017.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2016 », *Informations rapides* n° 9, Insee, janvier 2017.
- « 2016 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 95, Eurostat, juin 2017.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2016

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹			Évolution 16/15			
	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,2	0,6				
Ensemble (hors tabac)	9 805	0,2	0,6				
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 425	0,6	0,7	Transport	1 479	-1,0	1,8
Produits alimentaires	1 301	0,7	0,8	Achats de véhicules	363	-0,1	-0,8
Boissons non alcoolisées	124	-0,6	0,0	Utilisation de véhicules personnels	831	-1,2	3,2
Boissons alcoolisées et tabac	385	0,5	0,3	Services de transport	285	-1,5	0,9
Boissons alcoolisées	190	0,8	0,6	Communications	288	0,7	0,6
Tabac	195	0,1	0,1	Services postaux	16	3,8	3,8
Habillement et chaussures	429	0,2	0,0	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-9,2	-9,7
Habillement	340	0,5	0,1	Services de téléphonie et de télécopie	229	1,9	2,2
Chaussures y c. réparation	89	-1,0	-0,3	Loisirs et culture	897	1,0	-0,2
Logement, chauffage, éclairage	1 399	-0,1	1,1	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	148	-2,7	-3,7
Loyers d'habitation	622	0,3	0,3	Autres biens durables (loisirs)	42	10,0	-1,9
Entretien et réparation courante du log.	174	1,1	1,3	Autres articles et équip. de loisirs	244	1,0	-0,3
Outillage pour la maison et le jardin	157	1,0	1,1	Services récréatifs et culturels	305	0,1	0,6
Chauffage, éclairage	446	-1,5	2,2	Presse, livres et papeterie	140	2,3	2,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	537	-0,1	-0,7	Voyages touristiques tout compris	18	10,4	3,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	155	0,1	-1,0	Éducation	4	1,3	1,6
Articles de ménage en textile	38	1,0	0,9	Hôtellerie, cafés, restaurants	733	1,7	1,8
Appareils ménagers	89	-1,2	-1,9	Restauration et cafés	570	1,6	1,8
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,6	-0,3	Services d'hébergement	163	2,3	1,8
Outillage pour la maison et le jardin	52	0,3	-0,2	Autres biens et services	1 331	1,0	0,9
Entretien courant de l'habitation	133	-0,5	-0,4	Soins personnels	282	0,0	0,2
Santé	1 093	-1,2	-1,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	116	1,5	1,7
Médicaments et produits pharmaceutiques	495	-2,9	-2,4	Protection sociale	482	2,1	0,9
Médecine non hospitalière	598	0,2	-0,2	Assurances	289	1,1	1,3
				Services financiers	38	2,4	2,7
				Autres services	124	0,3	0,3

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Note : base 100 en 2015.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	16/15	Baisses	16/15
Combustibles liquides	+ 14,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	- 9,7
Légumes frais, hors pommes de terre et autres tubercules	+ 11,7	Appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	- 6,0
Gazole	+ 8,7	Ordinateurs personnels	- 5,4
Poissons frais	+ 6,5	Supports d'enregistrement	- 5,3
Service de téléphonie mobile	+ 6,2	Jeux et passe-temps	- 5,1
Services d'expédition de courrier	+ 5,2	Pneumatiques	- 4,9
Journaux	+ 5,0	Farines et autres céréales	- 4,4
Poissons et fruits de mer	+ 4,5	Appareils de transformation d'aliments	- 3,9
Centres de vacances, camping, auberges de jeunesse	+ 4,2	Produits pharmaceutiques	- 3,0
Transport aérien intérieur de passagers	+ 3,9	Appareils de cuisson	- 2,9

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

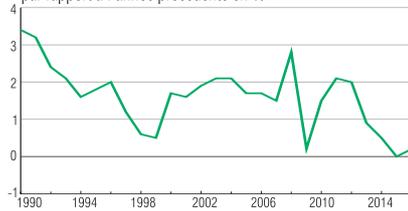
Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2016

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.
Champ : France hors Mayotte.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

	16/15	16/15	
Allemagne	1,7	Lettonie	2,1
Autriche	1,6	Lituanie	2,0
Belgique	2,2	Luxembourg	1,6
Chypre	0,1	Malte	1,0
Espagne	1,4	Pays-Bas	0,7
Estonie	2,4	Portugal	0,9
Finlande	1,1	Slovaquie	0,2
France	0,8	Slovénie	0,6
Grèce	0,3	Zone euro	1,1
Irlande	-0,2	UE	1,2
Italie	0,5		

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.
Source : Eurostat (extraction du 8 juin 2017).

Des données de cadrage européennes ou mondiales